

## Tendances conjoncturelles

3<sup>e</sup> trimestre 2012

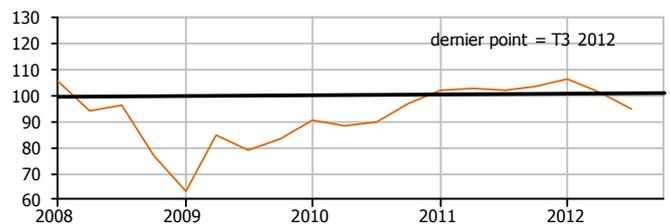
### LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À LA GUADELOUPE

#### Baisse sensible de l'activité

L'indicateur du climat des affaires (ICA) se dégrade à nouveau sensiblement au troisième trimestre 2012. En baisse de près de 7 points par rapport au trimestre précédent, il s'établit en deçà de sa moyenne de longue période pour la première fois depuis fin 2010.

Cette évolution s'explique par les anticipations pessimistes des chefs d'entreprise sur le trimestre à venir, notamment sur leur courant d'affaires et leur trésorerie.

Indicateur du climat des affaires à la Guadeloupe  
(100=moyenne de longue période)



Source : enquête de conjoncture IEDOM

La détérioration de la conjoncture se répercute sur le marché du travail, caractérisé par une nouvelle hausse de la demande d'emplois et une contraction de l'offre. La consommation des ménages résiste cependant, bénéficiant d'une inflation contenue. Dans ce contexte, les intentions d'investissement des chefs d'entreprise restent en revanche en retrait, reflétant leurs inquiétudes et leur manque de visibilité à moyen terme.

La contraction de l'activité touche l'ensemble des secteurs. Les prévisions pour la fin d'année sont également en repli et les chefs d'entreprise anticipent une dégradation de leur trésorerie et de leurs charges d'exploitation.

#### FAIBLE CROISSANCE DES ÉCONOMIES DANS LA CARAÏBE

Les pays de la région Caraïbe connaissent une croissance modérée au troisième trimestre 2012. Le FMI prévoit une augmentation du PIB de la région de 2,8 % en 2012 et de 3,5 % en 2013. Les pressions inflationnistes devraient diminuer, mais les autorités caribéennes demeurent inquiètes vis-à-vis des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, qui pèsent sur le budget des ménages.

En **République Dominicaine**, le FMI prévoit une croissance annuelle du PIB de 4 %. Le tourisme reste l'un des moteurs de l'économie. Pour le seul mois de septembre, 258 810 visiteurs non-résidents ont été accueillis, soit +7,9 % en glissement annuel. La Banque Centrale de République Dominicaine laisse inchangé à 5 % son taux directeur.

Les prévisions de croissance en **Haïti** sont revues légèrement à la baisse (+4,5 % pour 2012). L'IPC augmente de 6,5 % en glissement annuel en septembre 2012. Cela est essentiellement dû au relèvement des prix du poste « Alimentation, Boissons et Tabac » qui continue de subir les conséquences de la sécheresse.

À **Trinidad et Tobago**, la Banque centrale a abaissé son taux d'intérêt de refinancement à 2,75 % en septembre 2012. L'inflation s'est réduite à 7,7 % au troisième trimestre, après 9,1 % en mars 2012, conséquence d'une baisse des prix des produits alimentaires. Les exportations et importations de pétrole brut enregistrent une décroissance à deux chiffres, suite à la chute de la production et du raffinage. La Banque Centrale projette une croissance du PIB de 1 % pour 2012 et de 2,5 % pour 2013.

## Légère diminution des prix

L'indice des prix à la consommation se stabilise (-0,1 %) après cinq trimestres consécutifs de hausse. Cette évolution tient essentiellement à la baisse des prix des services de transports et communication (-3,8 %) et des produits manufacturés (-0,3 %). Les prix de l'alimentation (+0,8 %) et de l'énergie (+1,2 %) enregistrent une hausse modérée sur le trimestre.

En glissement annuel, la hausse de l'indice des prix atteint 1,5 %. Cette progression s'explique principalement par l'augmentation des prix de l'énergie (+5,6 %) et de l'alimentation (+2,7 %), notamment des produits frais (+3,2 %).

## Morosité du marché du travail

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) inscrits à Pôle emploi augmente sensiblement (+2,1 % entre juin et septembre 2012), après un ralentissement le trimestre précédent (+0,1 %). Il s'établit à 58 950 inscrits à fin septembre. Cet accroissement concerne principalement les personnes de 50 ans et plus. Sur un an, le rythme de progression demeure élevé (+4,1 %). La Guadeloupe compte ainsi 2 356 demandeurs d'emploi supplémentaires par rapport à fin septembre 2011, et 13 703 de plus comparé à septembre 2008, période marquant les premiers signes de crise.

Les offres d'emploi collectées par Pôle emploi sont également mal orientées. En cumul sur le troisième trimestre, elles diminuent de 29,8 % par rapport aux trois mois précédents. Cette baisse est plus marquée pour les offres d'emploi non durables (moins de 6 mois : -36,8 %) que pour les offres durables (6 mois et plus : -13,2 %).

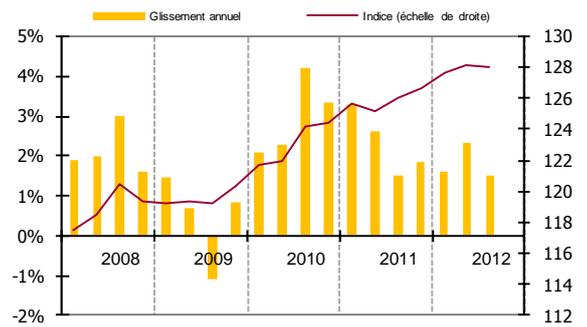
## La consommation des ménages résiste

La consommation des ménages progresse très légèrement après avoir marqué le pas au trimestre précédent. Les importations de produits agroalimentaires et de produits agricoles affichent respectivement une reprise de +2,8 % et +8,0 % (données CVS). Les importations de biens de consommation courante et de biens d'équipements du foyer restent stables, mais se situent au-dessus de leur niveau du troisième trimestre 2011 (respectivement +9 % et +29 % sur un an, données CVS).

La situation financière des ménages s'assainit. Le nombre de personnes physiques en interdit bancaire progresse faiblement sur le trimestre (+0,6 %) et enregistre une baisse en glissement annuel (-1,8 %). Le nombre de retraits de carte bancaire recule de 9,7 % sur le trimestre. Le nombre de dossiers déposés à la commission de surendettement diminue de 27,3 % sur le trimestre.

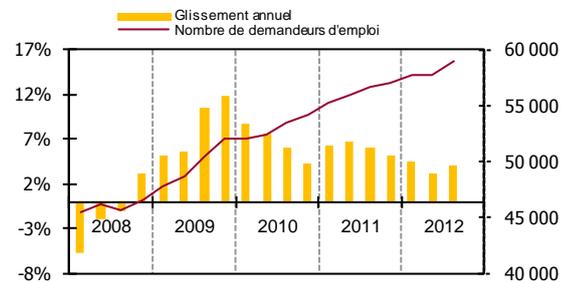
Alors que les indicateurs de vulnérabilité des ménages semblent s'améliorer, les dirigeants du secteur du commerce font état d'une activité moins dégradée. Ils anticipent toutefois une baisse en fin d'année.

### Indice des prix à la consommation



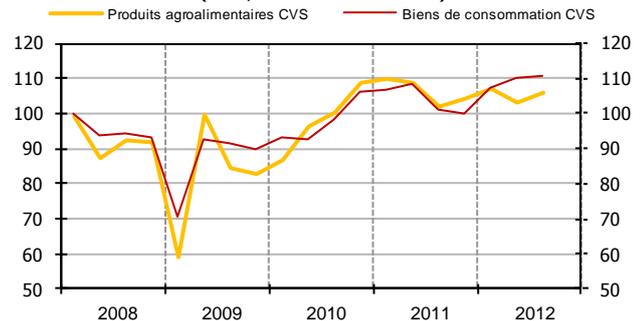
Source : Insee

### Demandeurs d'emploi - DEFM A (en données CVS)



Source : DIECCTE

### Importations de biens destinés aux ménages (CVS, en millions d'euros)



Source : Douanes

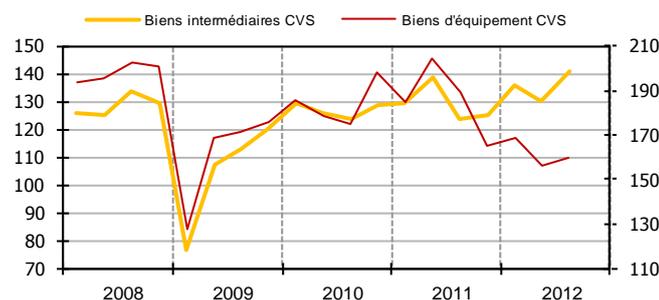
## Inquiétudes en matière d'investissement

Les prévisions d'investissement des chefs d'entreprise restent défavorablement orientées, reflétant leurs inquiétudes et leur manque de visibilité à moyen terme. Elles atteignent leur plus bas niveau depuis le 1<sup>er</sup> trimestre 2010.

Les importations de biens intermédiaires et de biens d'équipements des entreprises affichent cependant une hausse respective de +8,2 % et +2,2 % après un recul au deuxième trimestre.

Les chefs d'entreprise signalent un allongement des délais de paiement qui pèse sur la trésorerie et fragilise leur situation financière. Le nombre de personnes morales en interdiction bancaire augmente de 1,7 % par rapport au deuxième trimestre. Les incidents de paiement sur effets de commerce augmentent en nombre (+4,0 %) et en montant (+38,9 %).

### Importations de biens destinés aux entreprises (CVS, en millions d'euros)



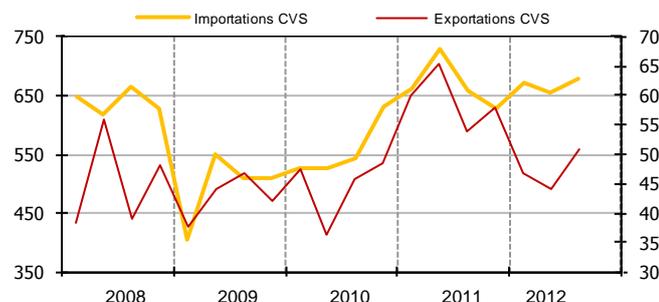
Source : Douanes

## Hausse des échanges de biens avec l'extérieur

Les importations se redressent au troisième trimestre (+3,8 %, CVS), après avoir connu une baisse au trimestre précédent. Cette évolution tient à une hausse des importations de biens à destination des professionnels ainsi que des importations de produits agricoles (+8,0 %, CVS) et agro-alimentaires (+2,8 %, CVS). Sur un an, la tendance est également à la hausse (+3,0 %, CVS).

Les exportations affichent pour leur part une progression de 15,3 % sur le trimestre, mais s'inscrivent en baisse sur un an (-5,7 %, CVS).

### Echanges commerciaux (CVS, en millions d'euros)



Source : Douanes

## L'ACTIVITÉ SE CONTRACTE DANS LA PLUPART DES SECTEURS

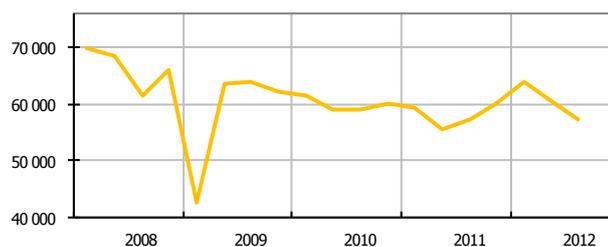
L'activité se contracte sensiblement au troisième trimestre selon les résultats de l'enquête de conjoncture. La trésorerie se détériore, impactée par la hausse des charges d'exploitation et l'allongement des délais de paiement de la clientèle. Les effectifs demeurent en revanche bien orientés, mais devraient connaître une hausse moins dynamique au cours des prochains mois. Les chefs d'entreprise anticipent une poursuite du repli de leur activité en fin d'année, ainsi qu'une dégradation marquée de leur trésorerie.

Le **secteur primaire** fait état d'une baisse des exportations de produits agricoles (-16,8 % par rapport au trimestre précédent et -3,2 % en glissement annuel, CVS). Dans le **secteur de l'agroalimentaire**, l'activité diminue pour le deuxième trimestre consécutif. Les exportations de produits alimentaires baissent de 12,1 % sur le trimestre (CVS).

L'activité du **secteur industriel** (hors industries alimentaires) se dégrade. La plupart des soldes de gestion (trésorerie, effectifs, charges, investissement) se détériorent et les prévisions des chefs d'entreprise du secteur pour le trimestre à venir sont pessimistes.

Dans le secteur du **bâtiment et des travaux publics**, l'activité progresse faiblement et s'accompagne d'une légère amélioration des charges et de la trésorerie. La consommation de ciment diminue pour le deuxième trimestre consécutif (-5,5 %, CVS), se situant à des volumes historiquement bas (soit le plus faible niveau depuis le début des années 90, à l'exception du 1<sup>er</sup> trimestre 2009). Le nombre de permis de construire pour les logements progresse néanmoins de 17,0 % sur le trimestre (+14 % sur un an).

### Ventes de ciment (CVS, en tonnes)

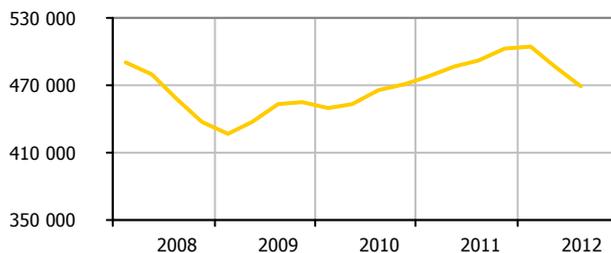


Source : Ciments Antillais

L'activité dans le **secteur du commerce** se dégrade moins, grâce à la relative résistance de la consommation des ménages. Le nombre de véhicules neufs immatriculés progresse de 6,8 % après deux trimestres consécutifs de repli. Les volumes restent cependant en retrait sur un an (-6,3 %), et le marché manque de dynamisme.

Dans le **secteur du tourisme**, l'activité est en dessous des attentes des professionnels. Le trafic de passagers (hors transit) à l'aéroport poursuit son recul (-0,8 % après -6,3 % en données CVS). Le nombre de nuitées dans l'hôtellerie comptabilisé pour les mois de juillet et août diminue par rapport à la même période de 2011 (-1 000). Le taux d'occupation des hôtels classés s'inscrit en légère hausse (53 % contre 52 % en 2011) sous l'effet d'une réduction du nombre de chambres offertes. Les professionnels attendent beaucoup du début de la saison des croisières et du lancement de la campagne de publicité du CTIG (Comité du Tourisme des Iles de la Guadeloupe).

**Trafic de passagers hors transit (CVS)**



Source : Aéroport Pôle Caraïbe

### LA REPRISE MONDIALE S'ESSOUFFLE

La reprise de l'économie mondiale reste très fragile, toujours freinée par les effets des rééquilibrages budgétaires et la fragilité persistante du système financier et malgré le soutien apporté par des politiques monétaires accommodantes. Les prévisions de croissance du FMI pour 2012 sont ainsi révisées à la baisse, à 1,3 % pour les pays avancés et à 5,3 % pour les pays émergents et les pays en développement.

Une reprise modeste se poursuit aux Etats-Unis accompagnée par une faible baisse du chômage. Le FMI prévoit une croissance de 2,2 % en 2012 (après +1,8 % en 2011) et une inflation contenue à +2,0 %. En 2013, la croissance devrait progresser au même rythme qu'en 2012 (+2,1 %).

Sous l'effet de l'intensification de la crise, la zone euro connaîtrait selon le FMI une contraction de l'activité de 0,4 % en 2012. La récession qui touche la plupart des pays de la périphérie de la zone euro, affectés par des difficultés financières dont témoigne l'évolution des écarts de taux souverains, s'est propagée progressivement aux autres pays de la région.

La faiblesse de la croissance couplée à l'incertitude dans les pays avancés ont impacté négativement les pays émergents et les pays en développement. C'est le cas notamment en Chine où la baisse des exportations contribue au ralentissement de sa croissance qui devrait toutefois s'élever à +7,8 % en 2012.

En France, la croissance du PIB devrait être atone en 2012 (+0,1 %) tandis que le chômage continuerait de croître et que l'inflation resterait contenue (+1,9 %).

Source : World Economic Outlook, octobre 2012, FMI

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : Nicolas de SEZE – Responsable de la rédaction : Charles APANON

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achevé d'imprimer : novembre 2012 - Dépôt légal : novembre 2012 – ISSN 1952-9619